

## Arrêt

**n° 199 953 du 20 février 2018**  
**dans l'affaire x**

**En cause : x**  
**agissant en qualité de tutrice de**  
**x**

**ayant élu domicile : x**

**contre :**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides**

### **LE PRESIDENT DE LE V<sup>e</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 28 décembre 2017, en qualité de tutrice, par x, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 24 novembre 2017 à l'égard de x, de nationalité afghane.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2018 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée, dont une copie est jointe.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

Aucune des parties n'a demandé, sur la base de l'article 39/73, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à être entendue dans un délai de quinze jours après l'envoi de l'ordonnance.

Les parties sont par conséquent, sur la base de l'article 39/73, § 3, de la loi précitée, censées donner leur consentement au motif indiqué dans l'ordonnance.

Dès lors le recours est rejeté.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique**

Le recours est rejeté.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt février deux mille dix-huit par :

M. M. WILMOTTE,

président de Chambre,

Mme M. LAMBRETH,

greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

M. LAMBRETH

M. WILMOTTE